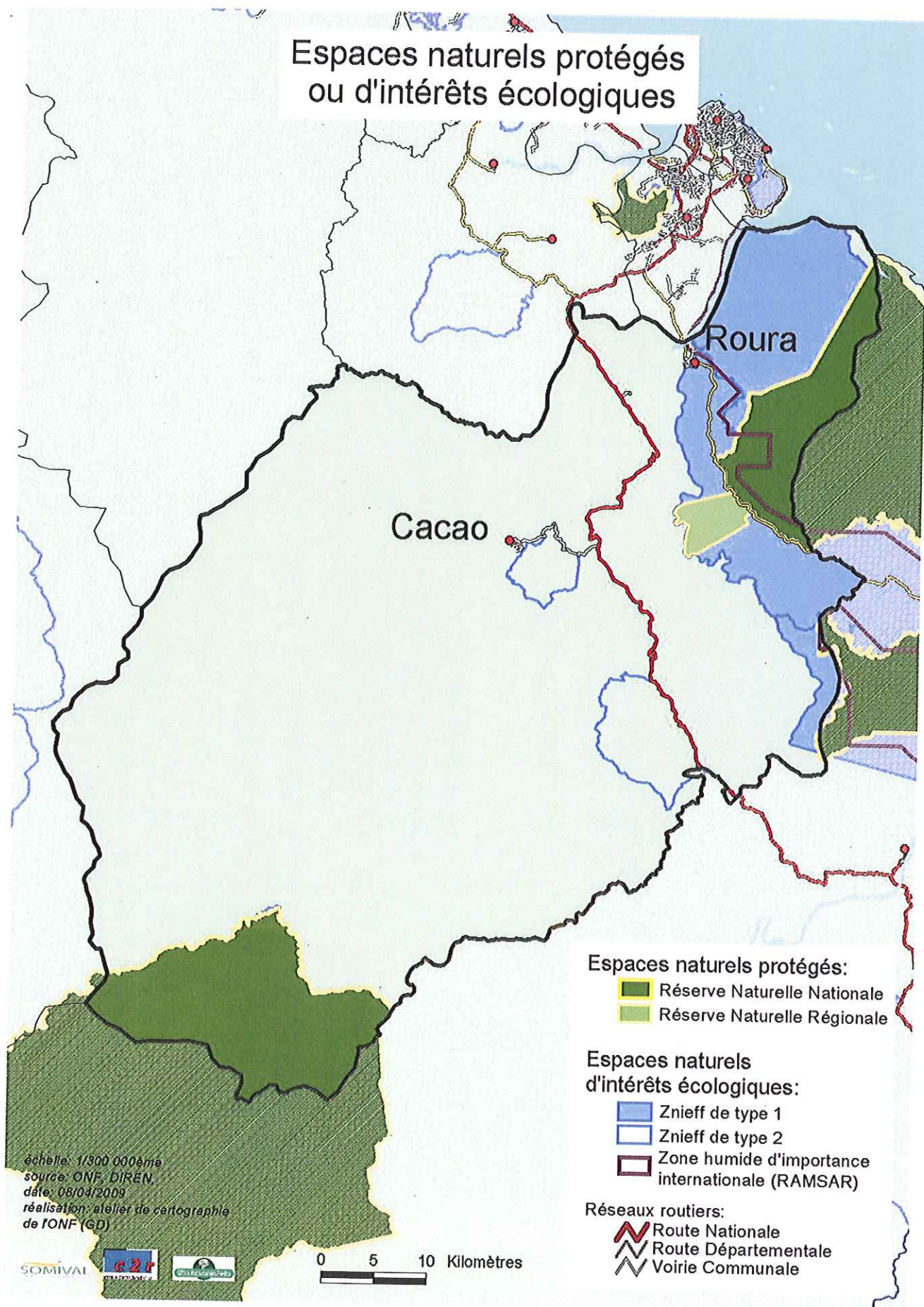


Espaces naturels protégés ou d'intérêts écologiques

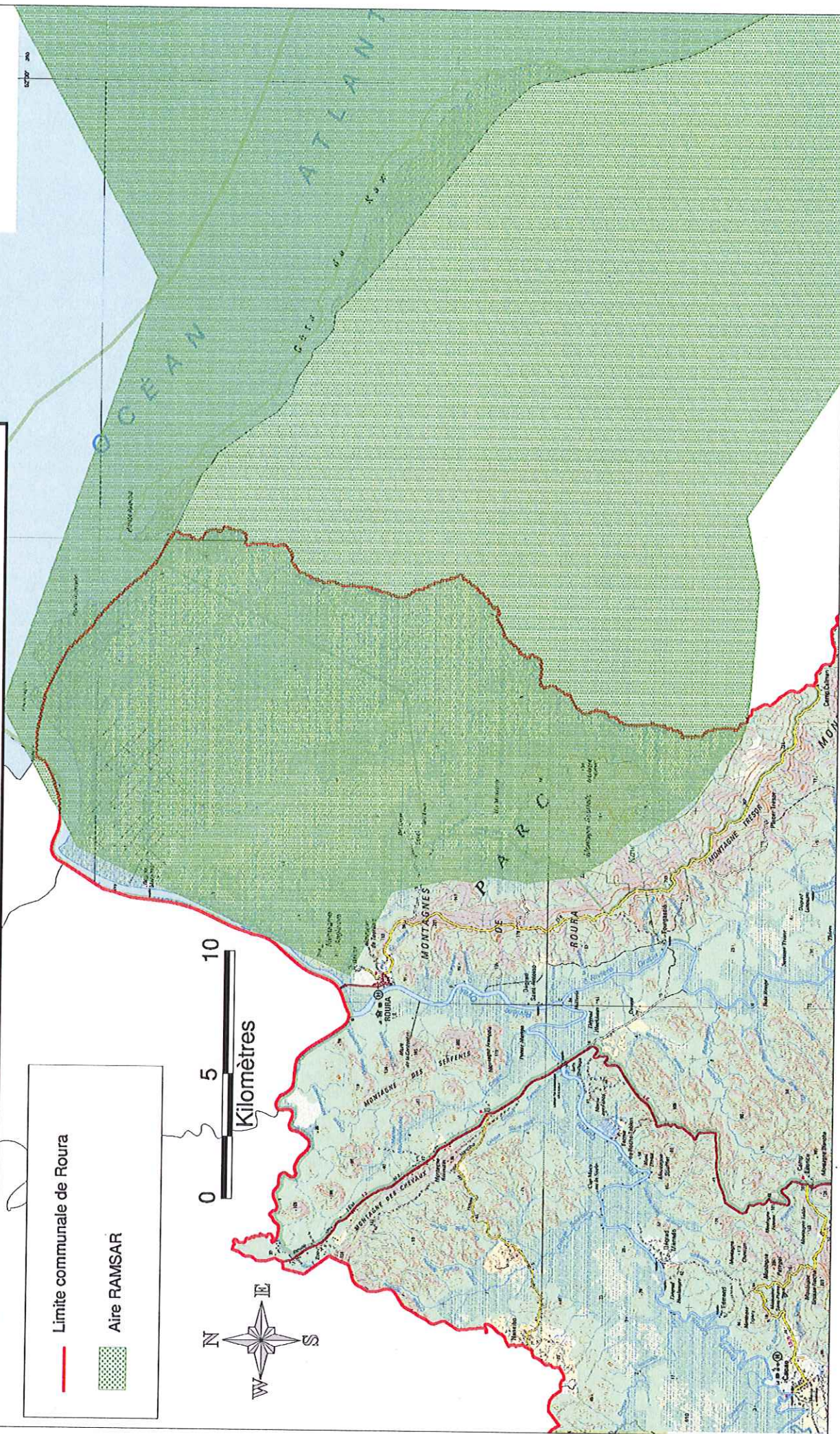
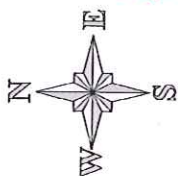


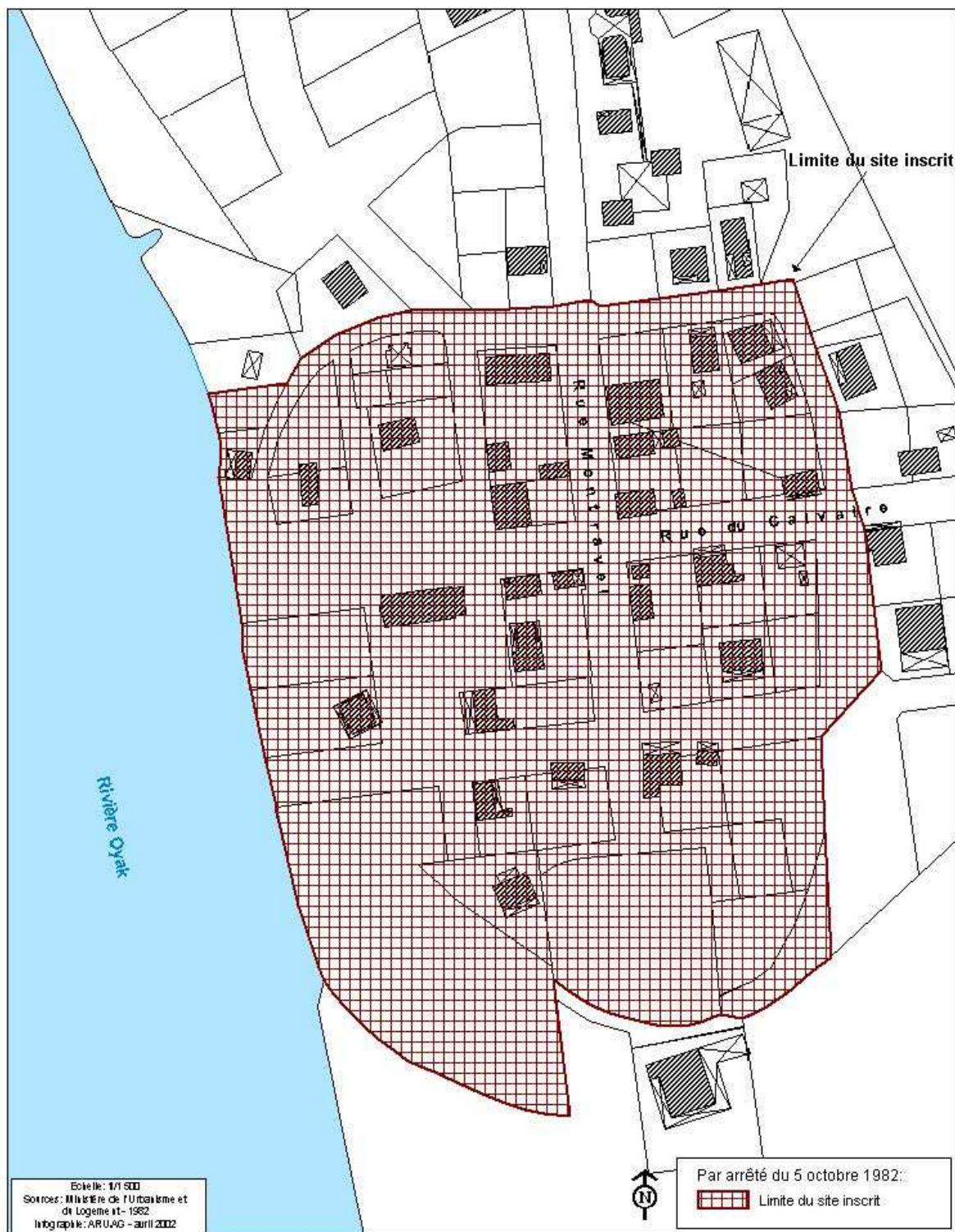
Partie de la commune de Roura concernée par la convention RAMSAR

— Limite communale de Roura

■ Aire RAMSAR

0 5 10
Kilomètres





PREFECTURE DE LA GUYANE

2ème DIRECTION

BUREAU des AFFAIRES FONCIERES

ARRETE n° 179 2D/AF du 10 Février
1983 déclarant d'utilité publique la
détermination des périmètres de protection
autour de la prise d'eau dans la rivière
COMTE, sur la Commune de ROURA.

Le PREFET, COMMISSAIRE de la REPUBLIQUE
de la REGION GUYANE

Officier de l'Ordre National du Mérite

VU la loi du 19 mars 1946 érigeant en départements, la
Guadeloupe, la Martinique, la Guyane et la Réunion ;

VU le décret du 7 Juin 1947 relatif à l'organisation
départementale et à l'institution préfectorale dans les nouveaux
départements ;

VU les lois n°s 82-213 et 82-623 des 2 mars et 22 Juillet
1982, relatives aux droits et libertés des communes, des départe-
ments et des régions ;

VU les décrets n° 82-389 et 82-390 du 10 Mai 1982, relatif
au pouvoir des Commissaires de la République et de l'Action des
Services et Organismes Publics de l'Etat dans les départements et
les régions ;

VU l'article L.20 du Code de la Santé Publique ;

VU la loi n° 64.1245 du 16 Décembre 1964 relative au
régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre leur
pollution, modifiant l'article L.20 susvisé ;

VU le décret n° 67.1093 du 15 Décembre 1967 portant règle-
ment d'administration publique, pris pour l'application du nouvel
article L.20 du Code de la Santé Publique ;

VU le règlement sanitaire départemental en vigueur ;

VU l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène en date du
3 Novembre 1980 ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2025 2D/AF du 13 Octobre 1982
portant ouverture d'une nouvelle enquête d'utilité publique relatif
aux périmètres de protection de la prise d'eau dans la rivière
COMTE à ROURA ;

VU l'avis favorable du Commissaire-Enquêteur en date du
25 Novembre 1982 ;

SUR la proposition de Monsieur le Secrétaire Général de
la Guyane ;

A R R E T E

ARTICLE PREMIER:-Est déclarée d'utilité publique la
détermination des périmètres de protection autour de la prise

.../...

d'eau dans la rivière COMTE sur la Commune de ROURA tels qu'ils figurent sur les plans ci-joints.

ARTICLE 2.- Le périmètre de protection immédiate qui comprend les alentours des ouvrages de captage, de traitement et de pompage de la station, est borné : (voir plan annexé n° 1)

- à l'Est par la Route Nationale n° 2
- au Sud par le fleuve Comté
- à l'Ouest par la crique Tampoc
- au Nord par une perpendiculaire à la R.N.2

Cette zone a été acquise en toute propriété par le Département et sera clôturée.

Toute pénétration dans ce périmètre d'animaux et de personnes autres que celles affectées à l'exploitation de la station, est interdite.

ARTICLE 3.- Le périmètre de protection rapproché intéresse les terrains (dont le niveau est inférieur à la cote + 10,00 m) situés dans un cercle de UN kilomètre de rayon centré sur la prise d'eau (voir Plan Annexé n° 2)

A l'intérieur de cette zone :

1 - Toutes les constructions existantes devront, dans un délai de six (6) mois à compter de la date de publication du présent arrêté être aménagées et équipées, afin de satisfaire aux règles d'hygiène, à savoir : traitement des eaux grasses par dégraisseur-décanteur, traitement des eaux vannes par fosse septique ou W.C chimique.

Elles devront plus généralement, respecter la législation sur les permis de construire (articles L 421-1 à L 421-9 et R.421-1 à R.421-59 du Code de l'Urbanisme). Dans tous les cas, les rejets, après traitement des eaux usées, seront situés à plus de 30 mètres de la rive.

2 - Toute nouvelle implantation de carbets devra faire l'objet d'une demande de permis de construire qui sera étudiée, cas par cas, par les Services compétents :

- Elle devra respecter les règles d'hygiène à savoir : traitement des eaux grasses par décanteur-dégraisseur, traitement des eaux vannes par fosse septique ou W.C. chimique.
- Elle devra respecter la législation sur les permis de construire :
Articles L.421 à L.421.9 et R 421.1 à R 421-59 du Code de l'Urbanisme.

.../...

- La construction devra être située sur une parcelle de plus de 1 hectare.
- Dans tous les cas, les constructions devront être implantées à plus de 50 m. de la rive du fleuve ou du cours d'eau et les rejets des eaux usées, après traitement, seront situés à plus de 50 mètres de la rive.
- La densité linéaire moyenne de carbots est limitée à 10 carbots au kilomètre de cours d'eau.
- Toute installation commerciale, industrielle, artisanale ou agricole est interdite.

3.- Les déchets solides devront être enfouis dans le sol, en zone non inondable et à plus de 30 mètres de la rive, sous la responsabilité des occupants.

4 - la navigation à moteur sur la crique Tampoc est interdite.

5 - la réparation et le nettoyage des moteurs de bateau sont interdits.

6 - le stockage des hydrocarbures est interdit.

7 - le titulaire d'une concession devra adresser à la Direction Départementale de l'Équipement, une demande d'occupation temporaire du Domaine Public Fluvial pour toutes les installations réalisées ou projetées : ouvrage d'accostage, passage de canalisations.

ARTICLE 4.- Le périmètre de protection éloignée est délimité par les conditions suivantes (voir plan annexé n° 3)

- à l'amont de la prise d'eau, il englobe tout le bassin versant des cours d'eau ou parties de cours d'eau (La Comté et les criques affluentes) situés à moins de douze (12) kilomètres (mesurés en suivant le tracé des cours d'eau) du captage dans la COMTE.
- à l'aval de la prise d'eau, il englobe tout le bassin versant du tronçon Ilots St-Régis-Doux Branches, à l'exception du bassin versant des cours d'eau (La crique Pinot et ses affluents) situés à plus de 12 kilomètres (mesurés en suivant le tracé des cours d'eau) du confluent Crique Pinot-Comté.

A l'intérieur de la zone ainsi définie :

1 - toutes les constructions devront respecter la législation sur les permis de construire (articles L 421-1 à L 421-9 et R.421-1 à R. 421-59 du Code de l'Urbanisme) et, en

particulier les règles d'hygiène, à savoir : traitement des eaux grasses par dégraisseur-décanteur, traitement des eaux vannes par fosse septique ou W.C chimique. Dans tous les cas, les rejets, après traitement, des eaux usées seront situés à plus de 30 mètres de la rive.

2 - les constructions seront implantées de manière à laisser un espace libre minimum de 15 m. en bordure du cours d'eau. Cet espace pourra être augmenté en tenant compte de la topographie des lieux.

3 - les déchets solides devront être enfouis dans le sol, en zone non inondable et à plus de 30 mètres de la rive, .. sous la responsabilité des occupants.

4 - le titulaire d'une concession devra adresser à la Direction Départementale de l'Equipement, une demande d'occupation temporaire du Domaine Public Fluvial pour toutes les installations réalisées ou projetées : ouvrage d'accostage, passage de canalisations...

5 - La réparation et le nettoyage des moteurs de bateau sont interdits.

6 - toute demande d'occupation d'installation commerciale, industrielle, artisanale ou agricole doit comporter une étude d'impact sur l'environnement.

7 - les élevages des porcs sont interdits.

8 - tout exploitant devra préserver, en bordure des cours d'eau, une bande de terres non cultivées de 50,00 m. de large.

Cette bande de terrain sera maintenue dans l'état naturel.

9 - la densité linéaire moyenne de carrets est limitée à 10 carrets au kilomètre de cours d'eau.

ARTICLE 5.- Dans le bassin versant de la COMTE, tout exploitant devra préserver en bordure des cours d'eau, une bande de terres non cultivées de 50,00 m de large.

Cette bande de terrain sera maintenue dans l'état naturel.

ARTICLE 6.- MM. le Secrétaire Général de la Guyane, le Maire de la Commune de ROURA, le Directeur Départemental de

../..

l'Equippement et le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

P/ Le PRÉFET, COMMISSAIRE de la REPUBLIQUE
de la REGION GUYANE
Le Secrétaire Général

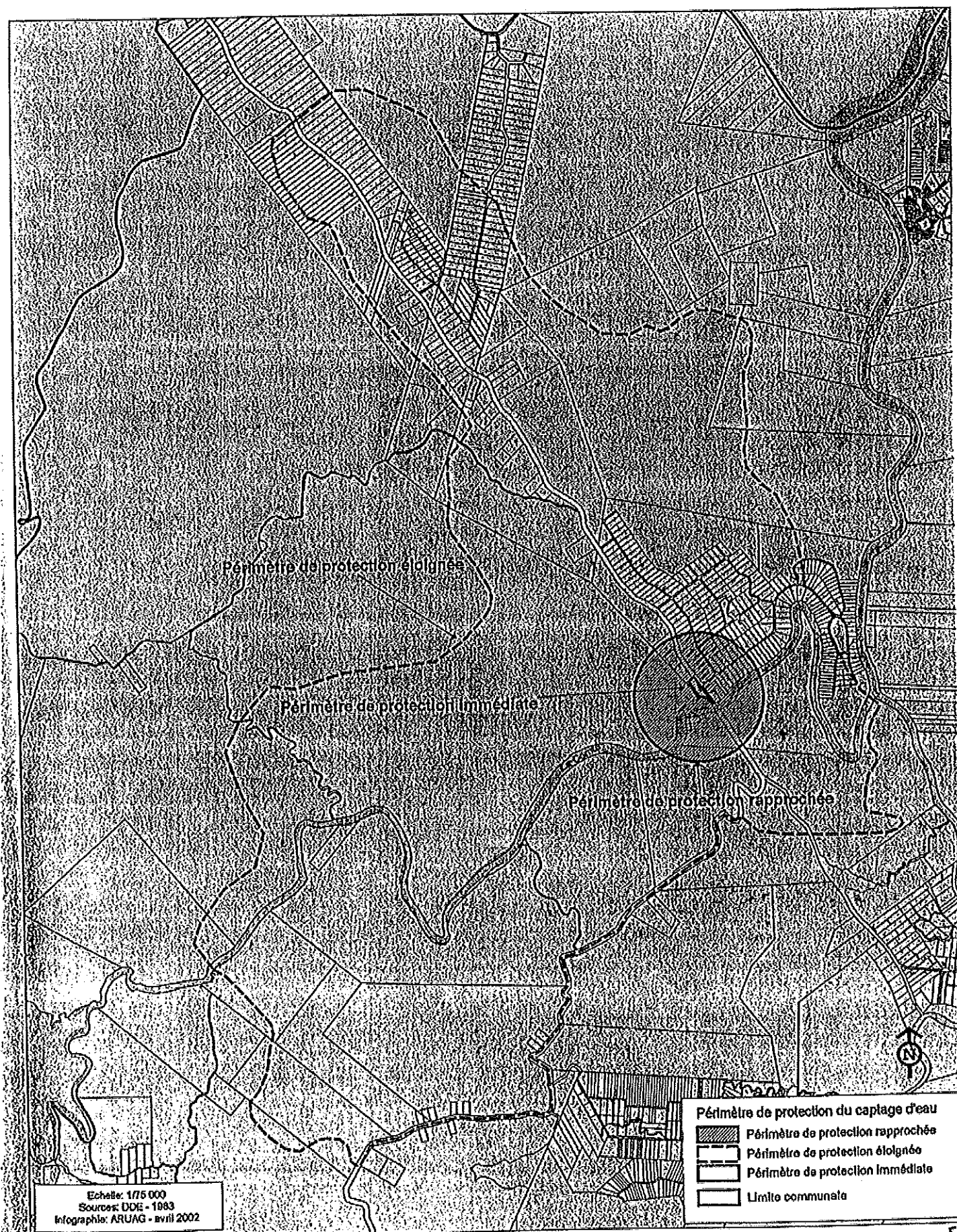
Signé : J.C. TERRIER

AMPLIATIONS.-

2D/AF 5
D A S S 4
D D E 10
Maire de ROURA.. 10
B.A.A..... 1

Pour ampliation
Le Chef du Bureau des Affaires
Foncières :

M. BERTRAND



PREFECTURE DE LA GUYANE

DIRECTION

Bureau de la programmation
et du patrimoine de l'Etat

ARRETE N° 6 32 3D/28 du 18 avril 1983
déclarant d'utilité publique la détermination
des périmètres de protection autour de la
prise d'eau dans la crique CACAO, sur le
territoire de la commune de ROURA.

LE PREFET, COMMISSAIRE DE LA REPUBLIQUE
DE LA REGION GUYANE

VU la loi du 19 mars 1946 érigant en départements la Guadeloupe, la Martinique,
la Guyane et la Réunion ;

VU le décret du 2 juin 1947 relatif à l'organisation départementale et à
l'institution préfectorale dans les nouveaux départements ;

VU les lois n° 82-213 et 82-623 des 2 mars et 22 juillet 1982, relatives aux
droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU les décrets n° 82-389 et 82-390 du 10 mai 1982, relatifs au pouvoir des
commissaires de la République et de l'action des services et organismes
publics de l'Etat dans les départements et les régions ;

VU l'article L.20 du code de la santé publique ;

VU la loi n° 64-1245 du 16 décembre 1964 relative au régime et à la répartition
des eaux et à la lutte contre leur pollution, modifiant l'article L.20 susvisé

VU le décret n° 67-1093 du 15 décembre 1967 portant règlement d'administration
publique, pris pour l'application du nouvel article L.20 du code de la santé
publique ;

VU le règlement sanitaire départemental en vigueur ;

VU l'avis du conseil départemental d'hygiène en date du 17 mai 1983 ;

VU l'arrêté préfectoral n° 1897 - 3D/AF du 4.11.83 portant ouverture d'une
enquête d'utilité publique relative aux périmètres de protection de la prise
d'eau dans la crique CACAO sur le territoire de la commune de ROURA ;

VU l'avis favorable du commissaire-enquêteur, suite à cette enquête publique ;

SUR la proposition de M. le secrétaire général de la Guyane ;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER : Est déclarée d'utilité publique la détermination des périmètres
de protection autour de la prise d'eau dans la crique CACAO sur le territoire
de la commune de ROURA.

3

ARTICLE 6 - M. le secrétaire général de la Guyane, le maire de la commune de ROURA, le directeur départemental de l'équipement et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté..

LE PREFET, COMMISSAIRE DE LA REPUBLIQUE
DE LA REGION GUYANE,

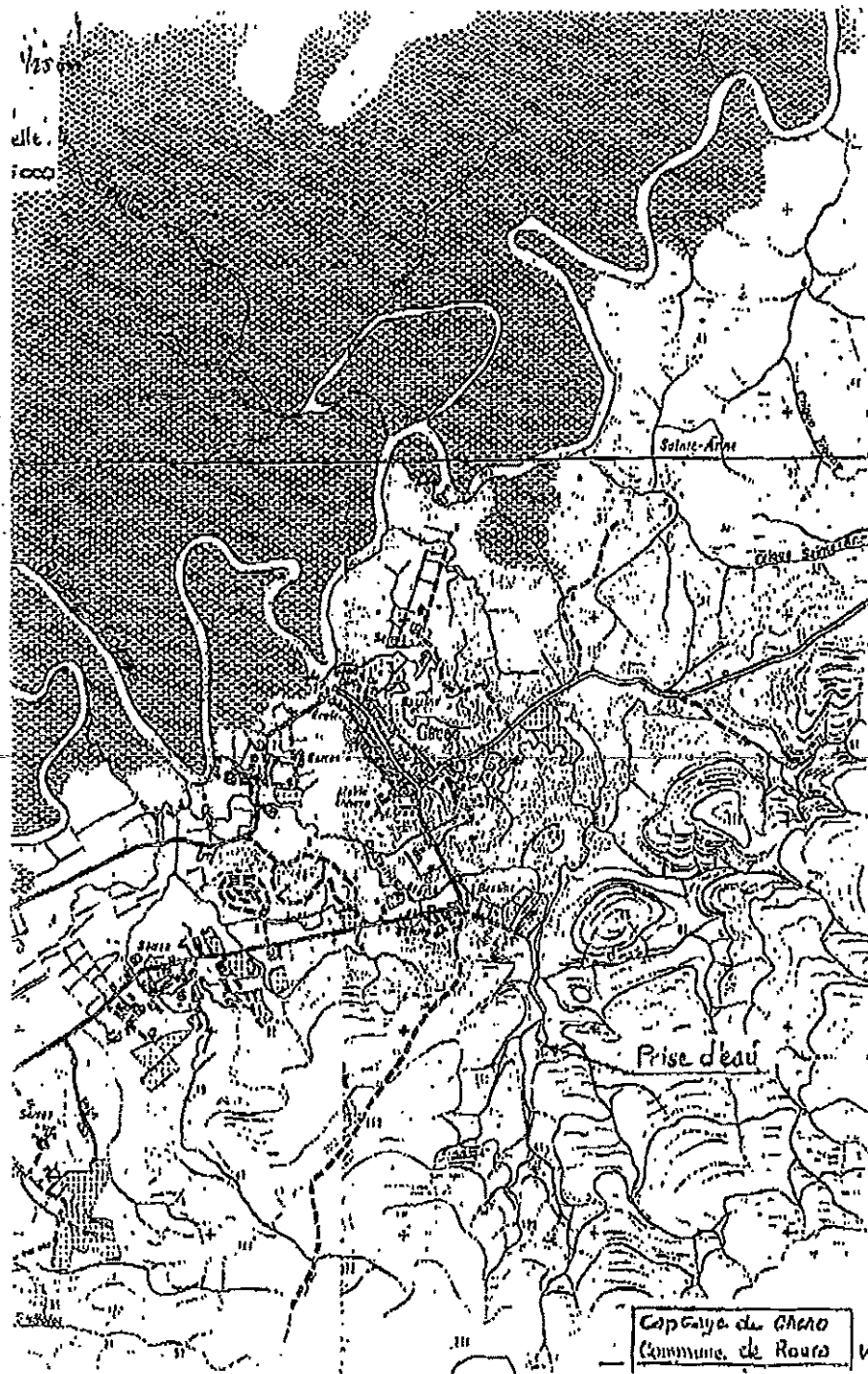
Pour le Préfet
Le Secrétaire Général



JEAN-CLAUDE TERNIER

Ampliations

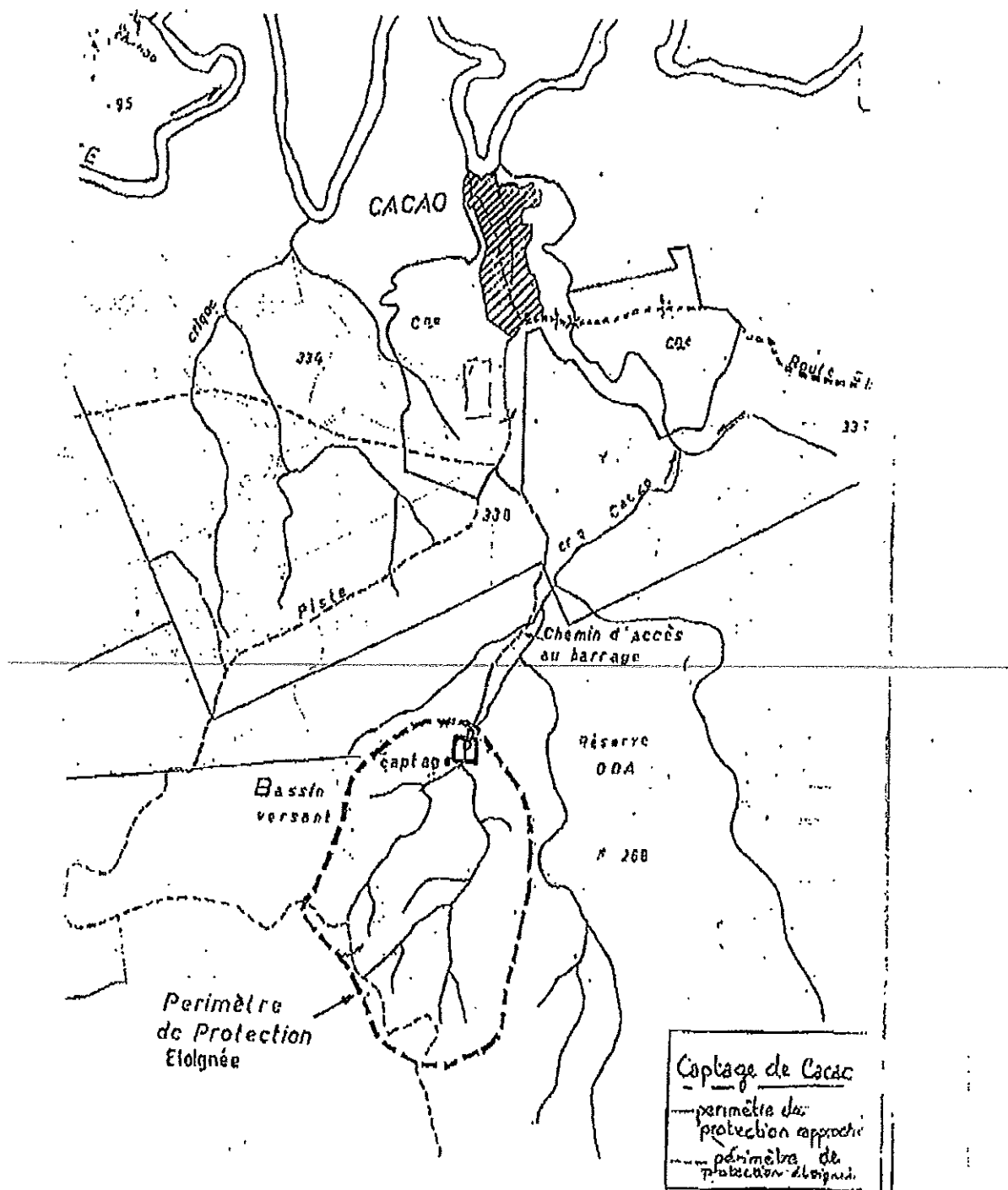
3D-2B	...	5
DDE	...	8
Maire ROURA	...	6
Presse de Guyane	...	1
DAA	...	1
Gendarmerie	...	5
DOA	...	3
DASS	...	4



Chero 103

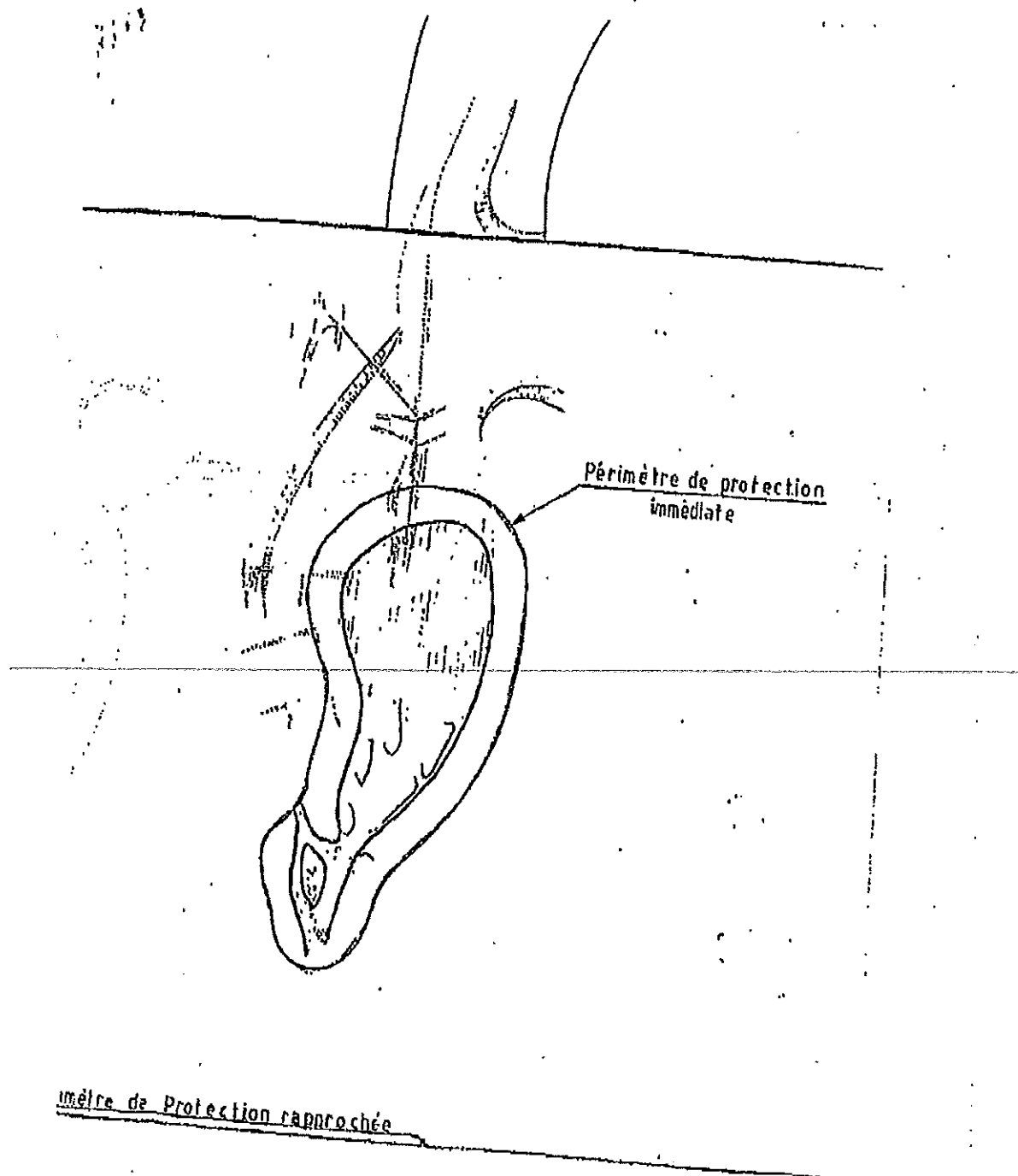
FIGURE 64

143



Juillet 03

FIGURE 55

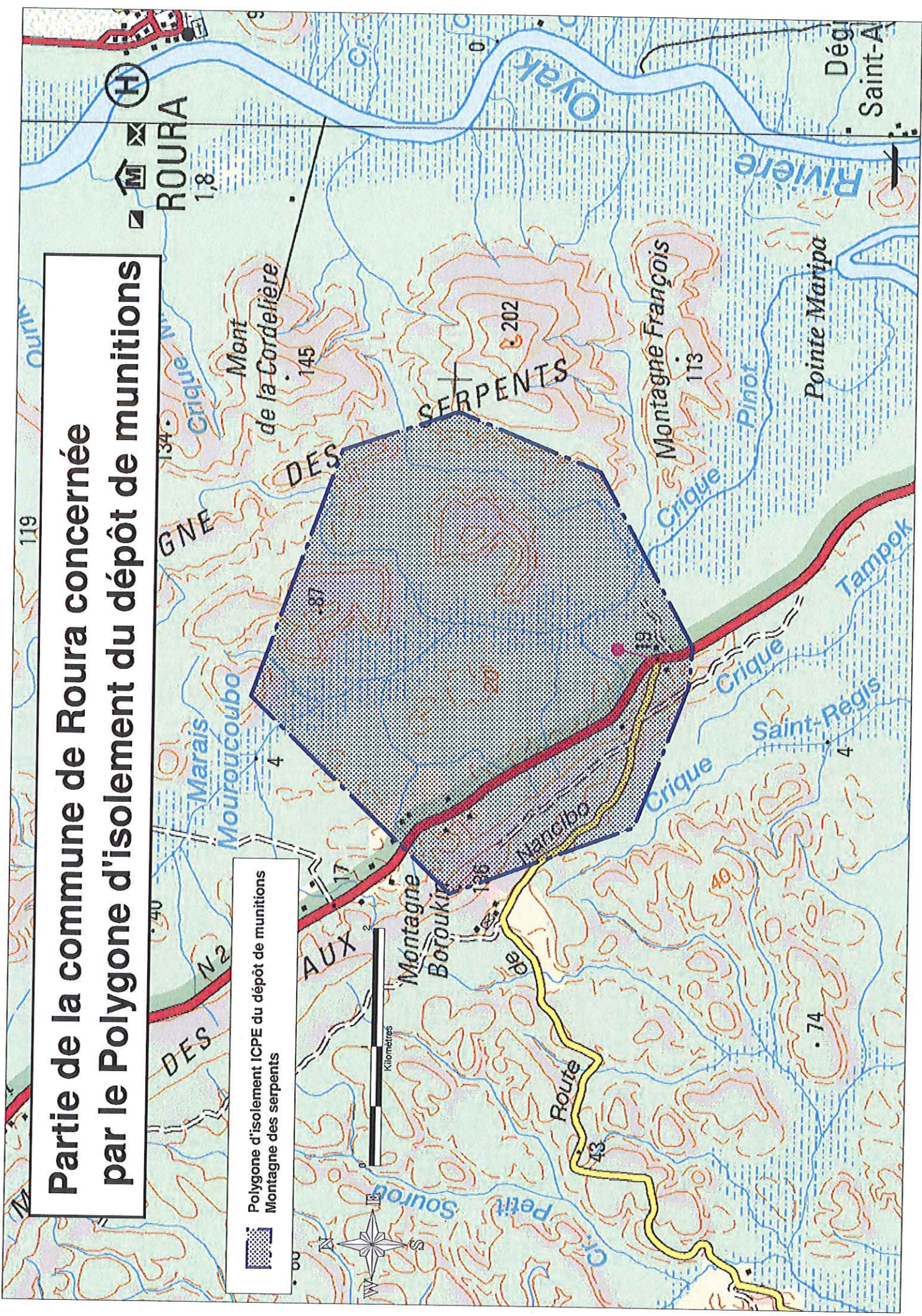


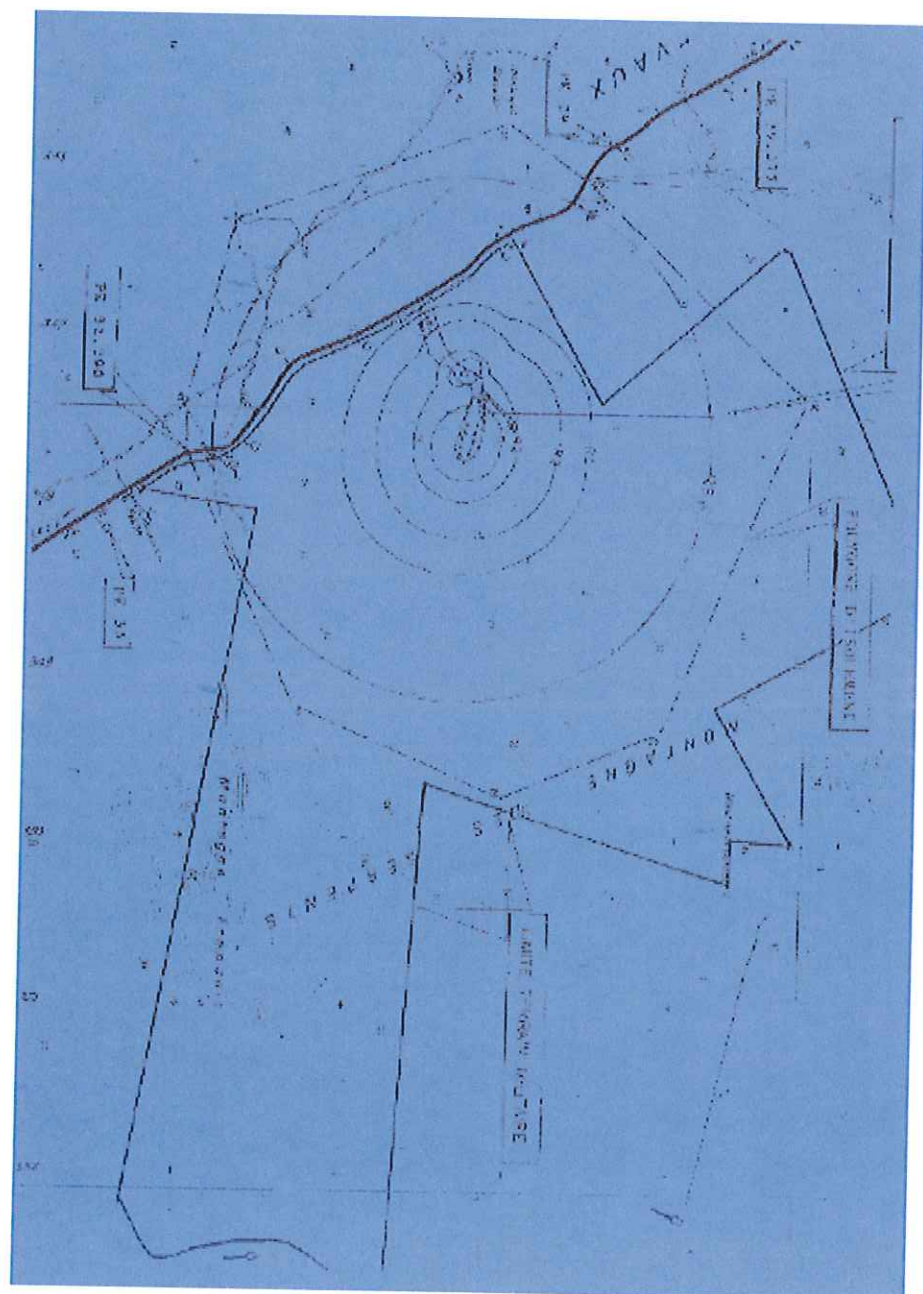
Juillet 83

ECHELLE 1/500

FIGURE 56

ROURA
1,8





Décret du 15 février 1994 portant classement du dépôt de munitions de l'armée de terre dit de la « Montagne des Serpents », à Bours (Mayenne), et création d'un polygone d'isolement autour de son emprise

NOR: DEFENSE9400000

Par décret en date du 15 février 1994, le dépôt de munitions de la « Montagne des Serpents », à Bours (Mayenne), est classé en lieu d'habitation pour la conservation, à la conservation, à la manipulation ou à la fabrication des produits, munitions, armes et explosifs.

Il est créé autour de son emprise un polygone d'isolement à l'intérieur duquel aucune construction ou autre quelconque ne pourra être réalisée sans l'autorisation du ministre de la Défense.

Le plan annexé au présent décret (1) indique les limites de ce polygone (voir annexes) qui englobent les terrains figurant sur l'état parcellaire également annexé (annexe II) au présent décret.

(1) Ces annexes peuvent être consultées auprès de la direction des armées de Mayenne, B.P. 79, 53100 LANTHÉ CÉDEX.

Décret du 15 février 1994 portant classement du dépôt de munitions de l'armée de terre de Brienne-le-Château (Aube) et création d'un polygone d'isolement autour de son emprise

NOR: DEFENSE9400000

Par décret en date du 15 février 1994, le dépôt de munitions de Brienne-le-Château (Aube) est classé en lieu d'habitation pour la conservation, à la manipulation ou à la fabrication des produits, munitions, armes et explosifs.

Il est créé autour de son emprise un polygone d'isolement à l'intérieur duquel aucune construction ou autre quelconque ne pourra être réalisée sans l'autorisation du ministre de la Défense.

Le plan annexé au présent décret (1) indique les limites de ce polygone (voir annexes) qui englobent les terrains figurant sur l'état parcellaire également annexé (annexe II) au présent décret.

Le décret du 29 février 1965 portant classement de l'habitation de Brienne-le-Château est révisé et un polygone d'isolement autour de ce dépôt est créé.

(1) Ces annexes peuvent être consultées auprès de l'établissement du plan de Brienne-le-Château, 3, rue de la Chapelle, 53221 CHAUMONT-SUR-MAINE CÉDEX.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE

Arrêté du 10 janvier 1994 relatif au titre de l'année 1994 le nombre de places offertes au concours interne de recrutement de professeurs agrégés stagiaires de l'enseignement du second degré (agrégués)

NOR: MEN9400000A

Par arrêté du ministre de l'éducation nationale et du ministre de la fonction publique en date du 10 janvier 1994, le nombre des places offertes au concours interne de recrutement de professeurs agrégés stagiaires de l'enseignement du second degré (agrégués) est fixé à 2 000 en titre de l'année 1994.

Arrêté du 10 janvier 1994 relatif au titre de l'année 1994 le nombre de places offertes au concours externe de recrutement de professeurs agrégés stagiaires de l'enseignement du second degré (agrégués)

NOR: MEN9400000A

Par arrêté du ministre de l'éducation nationale et du ministre de la fonction publique en date du 10 janvier 1994, le nombre des places offertes au concours externe de recrutement de professeurs agrégés stagiaires de l'enseignement du second degré (agrégués) est fixé à 2 000 en titre de l'année 1994.

Arrêté du 21 janvier 1994 modifiant l'arrêté du 14 mai 1991 relatif aux modalités de recrutement des ouvriers d'entretien et d'accueil des établissements d'enseignement du ministère de l'éducation nationale

NOR: MEN9400000A

Le ministre de l'éducation nationale et le ministre de la fonction publique,

Vu la loi n° 63-634 du 15 juillet 1963 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n° 84-5 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État,

Vu le décret n° 51-462 du 14 mai 1951 ainsi que les dispositions statutaires applicables aux corps des ouvriers d'entretien et d'accueil, des ouvriers professionnels et des techniciens du ministère de l'éducation nationale et au corps des techniciens de l'éducation nationale,

Vu l'arrêté du 10 mai 1991 relatif aux modalités de recrutement des ouvriers d'entretien et d'accueil des établissements d'enseignement du ministère de l'éducation nationale,

Arrêtent :

Art. 1^{er}. — À l'article 4 de l'arrêté du 14 mai 1991 relatif, les mots, à modifier ainsi :

« Un chef d'établissement d'enseignement du second degré, président »

et les mots, à modifier ainsi :

« Un chef d'établissement d'enseignement du second degré, président du groupe »

« Les membres respectivement du »

« Un fonctionnaire appartenant à un corps de personnel de direction d'établissement d'enseignement ou de formation relevant du ministère de l'éducation nationale, président »

et par :

« Un fonctionnaire appartenant à un corps de personnel de direction d'établissement d'enseignement ou de formation relevant du ministère de l'éducation nationale, président du groupe »

« Art. 2. Les fonctionnaires d'administration et les inspecteurs d'académie, directeurs des services départementaux de l'éducation nationale, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait à Paris, le 21 janvier 1994.

Le ministre de l'éducation nationale,

Pour le ministre et par délégation :

Le directeur des personnels administratifs, ouvriers et de service,

J. RICHARD

Le ministre de la fonction publique,

Pour le ministre et par délégation :

Le suppléant du directeur général de l'administration et de la fonction publique :

Le sous-directeur,

C. NOUET

Arrêté du 7 février 1994 relatif au titre de l'année 1994 le nombre de places offertes au concours externe de recrutement de professeurs stagiaires en vue de l'obtention du certificat d'aptitude au professorat de l'enseignement du second degré

NOR: MEN9400000A

Par arrêté du ministre de l'éducation nationale et du ministre de la fonction publique en date du 7 février 1994, le nombre des places offertes au concours externe de recrutement de professeurs stagiaires en vue de l'obtention du certificat d'aptitude au professorat de l'enseignement du second degré est fixé à 12 800 en titre de l'année 1994.

Procédure de lancement des demandes de construction dans un polygone d'isolement relevant d'une installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE)

Textes de références :

- Loi du 8 août 1929, modifiée, concernant les servitudes autour des magasins et établissements servant à la conservation, à la manipulation ou à la fabrication des poudres, munitions, artifices ou explosifs ;
- Décret n° 79-846 du 28 septembre 1979, portant règlement d'administration publique sur la protection des travailleurs contre les risques particuliers auxquels ils sont soumis dans les établissements pyrotechniques ;
- Arrêté du 20 avril 2007 fixant les règles relatives à l'évaluation des risques et à la prévention des accidents dans les établissements pyrotechnique.

1. Rappel préliminaire

La loi du 8 août 1929 répond à un double objectif :

- a. assurer la protection des installations militaires à l'intérieure de l'enceinte pyrotechnique.
- b. assurer la protection de l'habitat environnant, y compris les voies de circulation extérieures à l'installation contre les risques pyrotechniques créés par les magasins et autres installations pyrotechnique.

2. Catégories de servitudes

La loi prévoit deux catégories de servitudes bien distinctes :

- a. La première correspond à deux zones de servitudes de 25 à 50m totalement inconstructible.
- b. La deuxième concerne la création de polygones d'isolement qui ont pour but de limiter le développement de l'urbanisation dans la zone comprise à l'intérieure de ces polygones.

En outre, en raison de leur éloignement de l'enceinte de ces installations pyrotechniques, ils sont situés partiellement ou en totalité, sur des terrains n'appartenant pas au domaine militaire et, en conséquence, ces polygones grèvent les propriétés privées d'une servitude publique.

Conséquences :

Toutes les constructions comprises dans le périmètre de ces polygones d'isolement ne sont pas totalement interdites mais soumise à l'autorisation préalable du ministre de la défense qui dispose en la matière, d'un pouvoir discrétionnaire pour les accepter ou les refuser (cf. art 5 de la loi).

3. Procédure applicable aux demandes de construction dans le polygone d'isolement

Elle est défini par l'article R. 421-38.12 du code de l'urbanisme qui prévoit que le permis de construction ne peut être délivré qu'avec l'accord du ministre de la défense ou de son délégué (Direction des Travaux du Génie de Cayenne pour la Guyane) dans un délai d'un mois suivant la transmission de la demande de permis de construire par l'autorité chargée de son instruction .

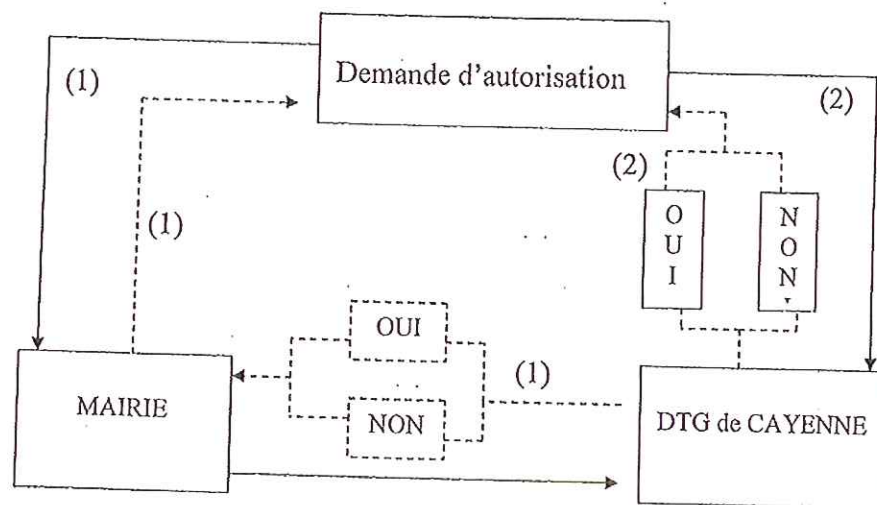
Cependant, l'article R.421-36.14 du code de l'urbanisme prévoit également « que dans les communes pourvues d'un POS non approuvé, la décision concernant la demande de permis de construire dans un polygone d'isolement est prise par le préfet », et non par le maire de la commune.

4. Principe d'établissement d'une demande d'autorisation

Une demande d'autorisation (établie sur papier libre) du propriétaire (précise l'usage et la destination de la construction envisagée), accompagnée de :

- Un plan détaillé de la construction précisant notamment les principales dimensions et la nature des matériaux ;
- Un plan de situation de la construction (extrait de carte au 1/25000 ou au 1/50000) ;
- Un extrait de plan parcellaire sur lequel figure les abords de la construction dans un rayon de 125 mètres.

Synoptique (deux cas)



- (1) Par l'intermédiaire de la Mairie
(2) Directement à la DTG par le demandeur

Nota : chaque autorisation n'est valable qu'à l'égard du projet pour lequel elle est sollicitée. Elle devient caduque si, dans un délai de deux ans après avoir été notifiée au pétitionnaire, les constructions qui en ont fait l'objet n'ont pas encore été mises en chantier.

La mention de ces conditions est portée sur chaque autorisation.

SERVITUDES DE PROTECTION DE CERTAINS ÉTABLISSEMENTS MILITAIRES

I. - GÉNÉRALITÉS

Servitudes concernant les magasins et établissements servant à la conservation, à la manipulation ou à la fabrication des poudres et explosifs de l'armée et de la marine.

Loi du 8 août 1929.

Décret n° 62-469 du 13 avril 1962.

Arrêté du 26 septembre 1980 fixant les règles de détermination des distances d'isolement relatives aux installations pyrotechniques.

Circulaire du 8 mai 1981 prise pour l'application de l'arrêté du 26 septembre 1980.

Code de l'urbanisme, articles L. 421-1, L. 422-2, R. 421-36 (13°), R. 421-38-12 et R. 422-8.

Ministère de la défense (direction de l'administration générale, sous-direction du domaine et de l'environnement).

II. - PROCÉDURE D'INSTITUTION

A. - PROCÉDURE

Application des dispositions de la loi du 8 août 1929 et du décret du 13 avril 1962, aux deux zones de prohibitions et éventuellement au polygone d'isolement, en vue d'assurer la sécurité autour des magasins et établissements servant à la conservation, à la manipulation ou à la fabrication des poudres, munitions, artifices ou explosifs :

- première zone s'étendant des murs d'enceinte de ces magasins ou du pied du remblai si le magasin est recouvert de terre, jusqu'à 25 mètres ;

- deuxième zone de 25 mètres à 50 mètres, des murs d'enceinte de magasins ou du pied du remblai si le magasin est couvert de terre ;

- polygone d'isolement créé si les circonstances l'exigent par décret à l'initiative du ministre chargé des armées compte tenu des risques de voisinage. Les terrains compris dans le polygone d'isolement seront déterminés par un plan parcellaire et les propriétaires intéressés figureront sur un état parcellaire tels qu'ils sont inscrits au cadastre (décret du 13 avril 1962).

Le préfet et le directeur départemental de l'équipement sont consultés préalablement à l'institution du polygone d'isolement.

B. - INDEMNISATION

Prévue selon la procédure d'expropriation lorsque les propriétaires sont amenés à procéder à la suppression des constructions, clôtures en bois, plantations d'arbres, dépôts de matières combustibles ou autres existants avant la création du magasin.

C. - PUBLICITÉ

Polygone d'isolement

Notification au domicile des intéressés ou leurs représentants, par lettre recommandée, du décret et des plans et états parcellaires qui y sont annexés.

Lorsqu'une notification n'a pas touché son destinataire, il y est procédé par acte extrajudiciaire (décret du 13 avril 1962).

Le préfet et le directeur départemental de l'équipement ainsi que le maire de la commune de situation des installations reçoivent copie du décret.

III. - EFFETS DE LA SERVITUDE

A. - PRÉROGATIVES DE LA PUISSANCE PUBLIQUE

1° Prerogatives exercées directement par la puissance publique

Première zone, deuxième zone et polygone d'isolement

Obligation pour l'administration intéressée qui ordonne la suppression de constructions, usines ou établissements pourvus de foyers avec ou sans cheminée d'appel de recourir à la procédure d'expropriation.

2° Obligations de faire imposées au propriétaire

Première zone, deuxième zone et polygone d'isolement

Obligation pour les propriétaires de clôtures en bois, plantations d'arbres, dépôts de matières combustibles ou autres, existant antérieurement, de procéder à leur suppression sur ordre de l'administration intéressée.

Polygone d'isolement

Obligation pour les propriétaires concernés de demander préalablement à l'édification de toute construction de quelque nature qu'elle soit, l'autorisation du ministre chargé des armées.

Lorsque la construction est soumise à permis de construire, celui-ci ne peut être délivré qu'avec l'accord du ministre chargé des armées ou de son délégué. Cet accord est réputé donné faute de réponse dans un délai d'un mois suivant la transmission de la demande de permis de construire par l'autorité chargée de son instruction (art. R. 421-38-12 du code de l'urbanisme) (1).

Lorsque les travaux sont exemptés de permis de construire, mais soumis au régime de déclaration en application de l'article L. 422-2 du code de l'urbanisme, le service instructeur consulte l'autorité visée à l'article R. 421-38-12 du dit code. L'autorité ainsi consultée fait connaître son opposition ou les prescriptions qu'elle demande dans un délai d'un mois à compter de la date de réception de la demande d'avis par l'autorité consultée. A défaut de réponse dans ce délai, l'autorité consultée est réputée avoir émis un avis favorable (art. R. 422-8 du code de l'urbanisme).

B. - LIMITATIONS AU DROIT D'UTILISER LE SOL

1° Obligations passives

Première zone

Interdiction pour les propriétaires :

- de procéder à des plantations d'arbres de haute tige ;
- d'établir des conduites de gaz ou de liquides inflammables ;
- d'effectuer des emmagasineurs et dépôts de bois, fourrage ou matières combustibles.

Deuxième zone

Interdiction d'établir des usines et établissements pourvus de foyers avec ou sans cheminée d'appel et ce sur toute la distance de 50 mètres.

2° Droits résiduels du propriétaire

Néant.

(1) Lorsque la construction projetée est située sur un terrain d'une commune non pourvue d'un plan d'occupation des sols approuvé, le permis de construire est délivré par le préfet et non par le maire de cette commune (art. R. 421-36 (13°)).

LOI DU 8 AOÛT 1929

concernant les servitudes autour des magasins et établissements servant à la conservation, à la manipulation ou à la fabrication des poudres, munitions, artifices ou explosifs

(Journal officiel du 9 août 1929)

Art. 1^{er}. - Aucune construction de nature quelconque autre que des murs de clôture ne pourra être élevée à une distance moindre de 25 mètres des murs d'enceinte des magasins à poudres, artifices ou explosifs de la guerre ou de la marine.

Sont prohibés dans la même étendue l'établissement des conduites de gaz ou de liquides inflammables, des clôtures en bois et des haies sèches, les emmagasineurs et dépôts de bois, fourrages ou matières combustibles et la plantation d'arbres à haute tige.

Les murs d'enceinte dont il s'agit sont les murs d'enceinte individuelle des magasins. Dans le cas où il n'existe pas de murs d'enceinte individuelle, si le magasin est recouvert de terre, la distance est comptée à partir du pied du remblai ; si le magasin n'est pas recouvert de terre, la distance est comptée à partir de la paroi extérieure du magasin.

Art. 2. - Sont également prohibés jusqu'à une distance de 50 mètres des mêmes murs d'enceinte, les usines et établissements pourvus de foyers avec ou sans cheminée d'appel.

Art. 3. - La suppression des constructions, clôtures en bois, plantations d'arbres, dépôts de matières combustibles ou autres existant dans les limites ci-dessus antérieurement à la création du magasin, pourra être ordonnée moyennant indemnité, lorsqu'ils seront de nature à compromettre la sécurité ou la conservation des magasins.

Dans le cas où cette suppression s'applique à des constructions ou établissements mentionnés à l'article 2, il est procédé à l'expropriation, conformément aux dispositions de la loi du 3 mai 1841.

Dans les autres cas, l'indemnité sera réglée conformément à la loi du 16 septembre 1807.

Art. 4. - Si les circonstances l'exigent, en raison des risques mutuels de voisinage, le ministre de la Guerre et le ministre de la Marine sont autorisés à créer, en outre, un polygone d'isolement autour de chacun de leurs établissements classés comme servant à la conservation, à la manipulation ou à fabrication des poudres, munitions, artifices ou explosifs.

Art. 5. - A l'intérieur de ce polygone d'isolement, aucune construction de nature quelconque ne pourra être réalisée sans l'autorisation du ministre de la Guerre ou du ministre de la Marine, selon le cas.

Art. 6. - Le classement de chaque établissement sera prononcé par décret.

Un plan parcellaire annexé au décret déterminera les terrains compris dans le polygone d'isolement : il indiquera les noms de chaque propriétaire, tels qu'ils sont inscrits à la matrice des rôles.

Art. 7. - Le décret et le plan parcellaire seront notifiés à chaque partie intéressée par un agent assermenté du département de la guerre ou de la marine.

Art. 8. - Il sera procédé sur le terrain à la pose de bornes qui, réunies de proche en proche par des lignes droites, délimiteront le polygone d'isolement.

Un procès-verbal de bornage sera dressé par l'administration militaire, en présence des maires ou adjoints des communes intéressées. Ces autorités pourront y faire inscrire leurs observations.

Art. 9. - La suppression des constructions de nature quelconque, existant dans les limites du polygone d'isolement antérieurement au classement, pourra être ordonnée.

Il sera alors procédé à l'expropriation conformément aux dispositions de la loi du 3 mai 1841.

Art. 10. - Les contraventions à la présente loi seront constatées, poursuivies et réprimées conformément à la loi du 17 juillet 1819 et suivant les formes établies au titre VII du règlement d'administration publique du 10 août 1853, concernant les servitudes imposées à la propriété autour des fortifications.

A cet effet, tout agent assermenté du département de la guerre ou de la marine aura qualité pour dresser les procès-verbaux et faire les notifications prévues.

Art. 11. - La loi du 22 juin 1854, qui établit les servitudes autour des magasins à poudre de la guerre et de la marine, est abrogée.

DÉCRET N° 62-469 DU 13 AVRIL 1962
relatif aux servitudes autour des magasins et établissements servant à la
conservation, à la manipulation ou à la fabrication des poudres, munitions,
artifices ou explosifs

Le Premier ministre,
Sur le rapport du ministre de l'intérieur et du ministre des armées,
Vu la Constitution, et notamment son article 37 ;
Vu la loi du 8 août 1929 concernant les servitudes autour des magasins et établissements servant à la
conservation, à la manipulation ou à la fabrication des poudres, munitions, artifices ou explosifs ;
Le Conseil d'Etat (section des finances) entendu,

Décète :

Art. 1^{er}. - L'alinéa 2 de l'article 6 de la loi du 8 août 1929 est abrogé et remplacé par les dispositions
suivantes :

« Seront annexés au décret : un plan parcellaire déterminant les terrains compris dans le polygone d'iso-
lement et un état parcellaire indiquant les noms de chaque propriétaire tels qu'ils sont inscrits au cadastre. »

Art. 2. - L'article 7 de la loi du 8 août 1929 est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

« Le décret et les plan et état annexés seront notifiés au domicile des intéressés ou de leurs représen-
tants par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

« Lorsqu'une notification n'a pas touché son destinataire, il y est procédé par acte extrajudiciaire. »

Art. 3. - Le ministre de l'intérieur et le ministre des armées sont chargés, chacun en ce qui le concerne,
de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 13 avril 1962.

Par le Premier ministre :
Le ministre des armées,
PIERRE MESSMER

MICHEL DEBRÉ

Le ministre de l'intérieur,
ROGER FREY

Secteur de Cacao
Risque naturel et protection des eaux

échelle: 1/20 000
source: IGN, DSDS, DDE
date: 08/04/2009
réalisation: atelier de cartographie
de l'ONF (GDebarros)

Plan de prévention des risques
(inondation)


Périmètre de protection de captage :



- rapproché
- éloigné

échelle: 1/20 000
source: IGN, DSDS, DDE
date: 08/04/2009
réalisation: atelier de cartographie
de l'ONF (GDebarros)

SOMIVAL

C2F

 Plan de prévention des risques (inondation)

Périmètre de protection de captage :
 rapproché
 éloigné

P.P.R.

Plan de Prévention des Risques d'Inondation de la commune de Roura (secteur de Cacao)

Commune de Roura (secteur de Cacao)

REGLEMENT

(révision n°1)

PRESCRIPTION	CONSULTATION DES CONSEILS MUNICIPAUX	ENQUETE PUBLIQUE	APPROBATION
Arrêté préfectoral n°671/SIRACEDPC du 16 mai 2001 commune de Roura	02 mai 2002	Du 28 mai 2002 Au 17 juin 2002	Arrêté préfectoral : N° 1687 Du 05 septembre 2002
Révision n° 1 :	Ajout à l'article 4.1 le §- 1.10		
Arrêté n° 2242/DDE du 27 novembre 2009	24 août 2010	Du 20 juin 2011 A 20 juillet 2011	Arrêté préfectoral : N° Du VI POUR ARRÊTÉ 201024 à l'arrêté n° 99 DDEAL du 26 janvier 2012

SOMMAIRE

1) Les grands principes du PPR	3
2) Justification du zonage et du règlement	3
3) La carte du zonage réglementaire	3
4) Caractère de la zone rouge	4

1) LES GRANDS PRINCIPES DU PPR

Le plan de prévention des risques a pour principaux objectifs :

- ✓ l'amélioration de la sécurité des personnes exposées,
- ✓ la limitation des dommages aux biens et aux activités soumis au risque,
- ✓ une action de gestion globale du bassin versant en préservant les zones naturelles de stockage et le libre écoulement des eaux, ceci pour éviter l'aggravation des dommages en amont et en aval.

Les principes à mettre en œuvre sont les suivants :

1. A l'intérieur des zones inondables soumises aux aléas les plus forts, interdire toute construction nouvelle et saisir toutes les opportunités pour réduire le nombre des constructions exposées. Dans les autres zones inondables où les aléas sont moins importants, des dispositions doivent être prises pour réduire la vulnérabilité des constructions qui pourront éventuellement être autorisées. Les autorités locales et les particuliers seront invités à prendre des mesures adaptées pour les habitations existantes.

2. Contrôle strict de l'extension de l'urbanisation dans les zones d'expansion des crues, c'est-à-dire les secteurs non urbanisés ou peu urbanisés et peu aménagés où la crue peut stocker un volume d'eau important.

Ces zones jouent en effet un rôle déterminant en réduisant momentanément le débit à l'aval. La crue peut ainsi dissiper son énergie au prix de risques limités pour les vies humaines et les biens. Ces zones d'expansion de crues jouent également le plus souvent un rôle important dans la structuration du paysage et l'équilibre des écosystèmes.

3. Eviter tout endiguement ou remblaiement nouveau qui ne serait pas justifié par la protection de lieux fortement urbanisés. En effet, ces aménagements sont susceptibles d'aggraver les risques en amont et en aval.

2) JUSTIFICATION DU ZONAGE ET DU RÈGLEMENT

L'analyse des enjeux menée précédemment a notamment permis de s'apercevoir qu' aucun secteur urbain n'était situé en zone inondable.

C'est pourquoi, nous avons classé l'ensemble des terrains inondés en zone rouge, dont le principe est l'inconstructibilité.

Ces zones doivent être préservées de toute construction en raison :

- ✓ Du rôle important qu'elles jouent sur le stockage et l'écoulement des eaux lors des crues,
- ✓ Des risques d'aggravation des conséquences des inondations en amont et en aval, générés par leur urbanisation ou leur aménagement.

Ainsi, toute occupation ou utilisation des sols susceptibles de faire obstacle à l'écoulement de l'eau ou de restreindre le volume de stockage de la crue y sera interdite.

3) LA CARTE DU ZONAGE RÉGLEMENTAIRE

Le zonage réglementaire est présenté dans le plan joint.

Les cotes figurant sur ce plan correspondent aux cotes de sécurité à respecter dans le cadre des mesures réglementaires fixées dans le règlement du PPR. Ces cotes sont exprimées en m NGG. Elles sont situées 0,20 m au-dessus de la ligne d'eau sur l'isocote amont.

4) CARACTÈRE DE LA ZONE ROUGE

Elle comprend les zones naturelles non ou peu urbanisées que l'on nomme champs d'expansion des crues à préserver, quelle que soit la hauteur d'eau.

Dans les champs d'expansion des crues à préserver l'objectif est d'interdire toute occupation ou utilisation du sol susceptible de faire obstacle à l'écoulement des eaux ou de restreindre le volume de stockage de la crue.

4.1 Utilisations et occupations du sol autorisées

- 1.01. Les travaux et installations destinés à réduire les conséquences du risque inondation, y compris les ouvrages et les travaux visant à améliorer l'écoulement des eaux et la régulation des flux, à condition de ne pas aggraver les risques par ailleurs ;
- 1.02. L'aménagement de parcs, jardins, de stationnements collectifs, de terrains de sport ou de loisirs réalisés au niveau du terrain naturel, dans la mesure où ces aménagements ne nuisent pas à l'écoulement ni au stockage des eaux ;
- 1.03. Les cultures ;
- 1.04. Les travaux de voirie et d'infrastructures publiques, lorsqu'ils sont réalisés dans le cadre des réglementations en vigueur, en matière d'infrastructure et les réseaux nécessaires au fonctionnement des services publics, y compris les travaux annexes qui leur sont liés, à condition qu'ils n'entravent pas l'écoulement des crues et n'aient pas pour effet d'aggraver les conséquences du risque (éventuellement par la mise en œuvre de mesures compensatoires) ;
- 1.05. Les clôtures ajourées, constituées de fils superposés espacés d'au moins 25 cm et tendus sur des supports espacés d'au moins 2,50 m ;
- 1.06. Les réseaux d'irrigation et de drainage, à condition de ne pas faire obstacle à l'écoulement des eaux et que le matériel soit démontable ;
- 1.07. L'extension des constructions techniques d'intérêt général, lorsque le projet nécessite la proximité immédiate des installations initiales (ex. : station d'épuration) ;
- 1.08. L'édification d'installations légères démontables (carbet, serres, ...) sous réserve qu'elles soient situées dans la zone où la vitesse de courant est inférieure à 1 m/s ;
- 1.9. L'édification de bassins aquacoles sous réserve qu'ils n'entravent pas l'écoulement des crues et n'aient pas pour effet d'aggraver les conséquences du risque (éventuellement par la mise en œuvre de mesures compensatoires).
- 1.10. La réalisation d'infrastructures d'intérêt collectif destinées à la production et à la distribution d'énergie à condition que leur implantation ou leur fonctionnement n'aggrave pas le risque.

4.2. Utilisations et occupations du sol interdites

Est interdite toute occupation ou utilisation du sol non visée à l'article 1, et notamment les constructions à usage d'habitation, les remblais(à l'exception de ceux indispensables aux travaux de voirie et d'infrastructures publiques, aux ouvrages hydroélectriques et à l'édification de bassins aquacoles), les dépôts, les clôtures pleines, les stockages de produits (phytosanitaires notamment).

P.P.R.
Plan de Prévention des Risques
d'Inondation de la commune de Roura
(secteur de Cacao)

Commune de Roura (secteur de Cacao)

NOTE DE PRESENTATION
(révision n°1)

PRESCRIPTION	CONSULTATION DES CONSEILS MUNICIPAUX	ENQUETE PUBLIQUE	APPROBATION
Arrêté préfectoral n°671/SIRACEDPC du 16 mai 2001 commune de Roura	02 mai 2002	Du 28 mai 2002 Au 17 juin 2002	Arrêté préfectoral : N° 1687 Du 05 septembre 2002
Révision n° 1 :			
Arrêté n° 2242/DDE du 27 novembre 2009	24 août 2011	Du 20 juin 2011 au 20 juillet 2011	Arrêté préfectoral : N° Du <i>Vu Pour être annexé à l'arrêté n° 97 / DDEAL du 26 janvier 2012</i>

SOMMAIRE

1)NOTE DE PRESENTATION.....	3
1.1 CONTEXTE LÉGISLATIF ET RÉGLEMENTAIRE.....	3
1.2 CHAMP D'APPLICATION.....	4
1.3 LA PROCÉDURE.....	4
1.4 LES EFFETS DU PPR.....	4
2)CONTEXTE GÉNÉRAL INITIAL.....	5
2.1 LE SECTEUR GÉOGRAPHIQUE.....	5
2.2 CONTEXTE HYDROLOGIQUE.....	5
3)L'ALÉA DE RÉFÉRENCE.....	5
4)LES ENJEUX ET LES OBJECTIFS RECHERCHÉS PAR LA PRÉVENTION DES RISQUES.....	6
5)LES RAISONS DE LA PRESCRIPTION DE LA RÉVISION DU PPRI.....	6
6)L'ANALYSE DES CONSÉQUENCES DE LA RÉVISION SUR LE PPRI APPROUVÉ EN 2002.....	6
7)RAPPEL SUR LE DÉROULEMENT DE LA PROCÉDURE DE RÉVISION.....	7
7.1 PRESCRIPTION :.....	7
7.2 CONSULTATIONS ET ENQUÊTE PUBLIQUE :.....	7
7.3 APPROBATION :.....	7
7.4 PLANNING PRÉVISIONNEL :.....	7

1) NOTE DE PRESENTATION

1.1 Contexte législatif et réglementaire

- ✓ loi n° 87-565 du 22 juillet 1987, (modifiée par la loi n° 95-101 du 2 février 1995 – art 16), relative à l'organisation de la sécurité civile, à la protection de la forêt contre l'incendie et à la prévention des risques majeurs.

L'Etat élabore et met en application des plans de prévention des risques (PPR) naturels prévisibles tels qu'inondations, mouvements de terrain, érosion et submersion littorale, avalanches, incendies de forêt, séismes, éruptions volcaniques, tempêtes ou cyclones.

Le PPR a pour objet, en tant que de besoin :

- de délimiter les zones exposées aux risques naturels, d'y interdire tous « types de constructions, d'ouvrages, d'aménagements, d'exploitations agricoles, forestières, artisanales », ou dans le cas où ils pourraient être autorisés, de définir les prescriptions de réalisation ou d'exploitation,
 - de délimiter les zones non exposées au risque mais dans lesquelles les utilisations du sol doivent être réglementées pour éviter l'aggravation des risques dans les zones exposées,
 - de définir les mesures de prévention, de protection et de sauvegarde qui incombent aux particuliers et aux collectivités publiques, et qui doivent être prises pour éviter l'aggravation des risques et limiter les dommages.
- ✓ décret n° 95-1089 du 5 octobre 1995 relatif aux dispositions d'élaboration des plans de prévention des risques naturels prévisibles et à leurs modalités d'application. Il prescrit les dispositions relatives à l'élaboration des PPR. Le projet de plan comprend :
 - une note de présentation,
 - des documents graphiques,
 - un règlement.

Après approbation, le plan de prévention vaut servitude d'utilité publique.

- ✓ loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 modifiée sur l'eau (article 16),

« Art. 16 (L. N° 95-101 du 2 février 1995, art. 20-I) – Dans les parties submersibles des vallées et dans les autres zones inondables, les plans de prévention des risques naturels prévisibles institués par la loi n° 87-565 du 22 juillet 1987 relative à l'organisation de la sécurité civile, à la protection de la forêt contre l'incendie et à la prévention des risques majeurs définissent en tant que de besoin les interdictions et les prescriptions techniques à respecter afin d'assurer le libre écoulement des eaux et la conservation, la restauration ou l'extension des champs d'inondation ».

- ✓ les principales circulaires
 - circulaire du 24 avril 1996 relative aux dispositions applicables au bâti et aux ouvrages existants en zone inondables,
 - circulaire du 24 janvier 1994 des ministres de l'Intérieur, de l'Equipement et de l'Environnement relative à la prévention des inondations et à la gestion des zones inondables (JO du 10 avril 1994),
 - circulaire n° 94-56 du 19 juillet 1994 du ministre de l'Environnement relative à la relance de la cartographie réglementaire des risques naturels prévisibles.

1.2 Champ d'application

Le Plan de Prévention des Risques naturels est établi pour le risque inondation généré par les crues de la rivière Comté.

La portée territoriale du PPR s'étend sur la partie de la commune Roura, secteur de Cacao, allant du Saut Bief en amont du bourg, à 1 000 m environ en aval de ce même secteur.

1.3 La procédure

- Le préfet de la Guyane Française prescrit par arrêté n° 671 – SIRACEDPC du 16 mai 2001, l'élaboration du plan de prévention des risques inondation. Il fixe le périmètre mis à l'étude au territoire de la commune citée au chapitre précédent.
- Le PPR initial a été soumis le 02 mai 2002 à l'avis du conseil municipal de la commune sur le territoire de laquelle le plan est applicable ;
- Le plan a été soumis par le préfet du 28 mai au 17 juin 2002 à une enquête publique dans les formes prévues par les articles R 11-4 à R 11-14 du Code de l'expropriation pour cause d'utilité publique ;
- Le PPR a été ensuite approuvé par l'arrêté préfectoral n°1687 du 05 septembre 2002. Celui-ci tient compte des observations et avis recueillis. Les modifications sont restées ponctuelles, elles n'ont pas remis en cause les principes de zonage et de réglementation internes ;
- Après approbation, le PPR est devenu servitude d'utilité publique et s'impose à tout document d'urbanisme existant, en application de l'article L 126-1 du code de l'urbanisme.

1.4 Les effets du PPR

Le PPR vaut servitude d'utilité publique au titre de l'article 40.4 de la loi du 22 juillet 1987. A ce titre, il doit être annexé aux documents d'urbanisme existants à l'article L126-1 du Code de l'Urbanisme.

Cette annexion du PPR approuvé est essentielle, elle est opposable aux demandes de permis de construire et aux autorisations d'occupation du sol régies par le Code de l'Urbanisme. Les dispositions du PPR prévalent sur celles du POS en cas de dispositions contradictoires.

La mise en conformité du POS avec les dispositions du PPR approuvé n'est réglementairement pas obligatoire, mais elle apparaît nécessaire pour rendre les règles de gestion du sol cohérentes, lorsqu'elles sont divergentes dans les deux documents.

Les mesures prises pour l'application des dispositions réglementaires du PPR sont définies et mises en œuvre sous la responsabilité du Maître d'ouvrage et du Maître d'œuvre concerné, pour les divers travaux, installations ou constructions soumis au règlement du PPR.

2) CONTEXTE GÉNÉRAL INITIAL

Le secteur de Cacao sur la commune de Roura, a été en 2000 le cadre d'un épisode d'inondation par la rivière Comté. Cet événement a permis de faire reprendre conscience à tous, des problèmes pouvant être liés à ces débordements, et l'État a souhaité mettre en place un Plan de Prévention des Risques (PPR) Inondation sur ce secteur, afin de ne pas aggraver les problèmes rencontrés alors.

2.1 Le secteur géographique

La zone d'étude se situe sur la commune de Roura, secteur de Cacao, et s'étend sur un linéaire de 5 km environ, allant de Saut Bief (4 km environ en amont du secteur urbanisé), à 1 km environ en aval du village.

Ce secteur, essentiellement rural, est caractérisé par une occupation des sols constituée de zones maraîchères avec la présence d'une grande zone de pisciculture en son centre.

2.2 Contexte hydrologique

Le bassin versant de la rivière Comté à Saut Bief est de 1 875 km² environ. Une station hydrométrique fonctionne depuis le mois de novembre 1969 en ce point.

Une analyse statistique sur les valeurs maximales annuelles recueillies à cette station a permis de définir les valeurs caractéristiques suivantes :

- Débit décennal : 540 m³/s
- Débit centennale : 750 m³/s

La dernière crue importante ayant affecté la zone, celle de mai 2000, est considérée comme ayant une période de retour de l'ordre de 50 ans.

3) L'ALÉA DE RÉFÉRENCE

La zone inondable à définir dans le cadre d'études de PPR est celle générée par une crue de période de retour de 100 ans minimum, voire par une crue historique, si celle-ci est de période de retour supérieure.

Pour le secteur de Cacao, la plus haute crue historique connue, celle de mai 2000, n'ayant une période de retour que de 50 ans, une méthodologie a été mise en œuvre afin de définir la ligne d'eau, et donc la zone inondée par une crue centennale.

L'analyse a ainsi été menée en s'appuyant sur une modélisation mathématique de l'ensemble de la zone. Cette dernière a été réalisée à partir de profils en travers levés du lit de la rivière, et une topographie générale de la zone potentiellement inondable.

Le modèle bâti a été ensuite calé à l'aide du débit de la crue de mai 2000 en reproduisant la ligne d'eau de cet événement connu à partir d'informations de crues répertoriées et nivelées pour les besoins de cette étude.

Le code de calcul représentatif des écoulements a été ensuite utilisé pour simuler une crue centennale de la rivière.

Cette ligne d'eau, comparée aux altitudes des terrains, a permis de définir l'enveloppe de la zone inondable par une crue centennale.

Cette zone est la zone d'aléa prise en compte dans le document réglementaire pour le Plan de Prévention des Risques.

4) LES ENJEUX ET LES OBJECTIFS RECHERCHÉS PAR LA PRÉVENTION DES RISQUES

L'aléa de référence met en évidence que le secteur à risques ne concerne que des zones vierges de toute urbanisation.

L'intégration du risque dans la gestion des sols conduit à interdire le développement du village dans ces zones naturelles, quelle que soit la hauteur de submersion.

En application de ce principe, le zonage réglementaire de ce secteur ne fait apparaître qu'une zone rouge dont le principe général est celui de l'inconstructibilité.

5) LES RAISONS DE LA PRESCRIPTION DE LA RÉVISION DU PPRI

L'arrêté préfectoral n° 2242/DDE du 27 novembre 2010 a prescrit la révision partielle du PPRI de Roura (secteur de Cacao).

Le périmètre retenu pour la révision partielle est le même que celui du PPRI initial, soit celui du secteur de Cacao. Il s'étend sur un linéaire de 5 km environ, allant de Saut Bief (4 km en amont du secteur urbanisé), à 1 km environ en aval du village.

En dehors du bourg, les terrains sont essentiellement occupés par une agriculture maraîchère. Toutefois, une zone de 30 ha est constituée de bassins de pisciculture.

Le PPRI actuel (approuvé le 5 septembre 2002) ne permet pas la réalisation d'infrastructures d'intérêt collectif destinées à la production et à la distribution d'énergie, alors que le secteur présente un potentiel intéressant.

L'essor démographique de la Guyane se traduit aujourd'hui par un besoin en énergie toujours plus important, et à l'heure actuelle, la production d'électricité d'origine thermique est encore incontournable, notamment en saison sèche. Dans ce contexte, le développement de micro-centrales hydroélectriques dont l'impact sur l'environnement reste maîtrisable constitue un enjeu important pour la production d'énergie renouvelable.

6) L'ANALYSE DES CONSÉQUENCES DE LA RÉVISION SUR LE PPRI APPROUVÉ EN 2002

L'argumentaire technique et hydraulique, porté par des modélisations réalisées par la société SAS Voltalia Saut Bief Exploitation à l'initiative d'un projet de mise en œuvre d'une centrale hydroélectrique à Saut Bief, démontre que la réalisation d'un tel ouvrage est possible sans modification de la carte d'aléa telle qu'établi lors de l'élaboration du PPRI initial.

Par conséquent, la révision du PPRI ne modifie pas la cartographie de l'aléa. Elle modifie le règlement pour permettre la réalisation d'ouvrages hydroélectriques dans la zone d'aléa fort (zone rouge) à condition que leur implantation ou leur fonctionnement n'aggrave pas le risque.

Les projets qui seront présentés restent soumis à la législation en vigueur, en particulier à celle déclinée dans le code de l'environnement.

7) RAPPEL SUR LE DÉROULEMENT DE LA PROCÉDURE DE RÉVISION

Un PPR peut être modifié selon la même procédure que celle qui a conduit à son élaboration. Toutefois, si la modification n'est que partielle, les consultations et l'enquête publique seront limitées aux seules communes concernées par la modification.

Les différentes étapes de la procédure de révision du PPRI de la commune de Roura sont donc les suivantes :

7.1 Prescription :

La révision du PPR Inondation de la commune de Roura (secteur de Cacao) été prescrite par l'arrêté préfectoral n°2242/DDE du 27 novembre 2009. Cet arrêté détermine le périmètre mis à l'étude ainsi que la nature des risques pris en compte. Il précise les modalités de la concertation à mettre en place et désigne la Direction Départementale de l'Équipement comme le service chargé de l'élaboration du document.

Cet arrêté a été notifié au maire de la commune de Roura le 30 novembre 2009.

7.2 Consultations et enquête publique :

Le dossier du projet de révision partielle du PPRI contenant une note de présentation, le zonage réglementaire actuel non modifié et le projet de règlement a été transmis par lettre recommandée à la commune de Roura, au président de la communauté de communes Centre Littoral, au président de la CCIG, au président du Conseil Général de la Guyane, au président du Conseil Général de la Guyane et au président de la chambre d'agriculture pour avis. Parallèlement, les différents services de l'État dans le département étaient consultés, ainsi que le service départemental d'incendie et de secours.

A l'issue du délai réglementaire de 2 mois, la commune de Roura, la Communauté des Communes Centre Littoral, la Chambre de Commerce & d'Industrie de Guyane, le Conseil Général, le Conseil Régional, la Chambre Départementale d'Agriculture de la Guyane n'ont pas formulé d'avis. Conformément à l'article R-562-7 du code de l'environnement, leur avis est réputé favorable.

Parmi les administrations consultées, le SDIS et l'ONEMA n'ont pas formulé d'avis, leur avis est donc réputé favorable conformément à l'article R-562-7 du code de l'environnement.

La DRIRE, la DAF, l'ARS et la DIREN ont formulé un avis favorable sans observation sur le projet de révision du PPRI.

A l'issue de cette consultation, L'enquête publique a été prescrite par arrêté préfectoral n° 929/DEAL/2011 du 31 mai 2011. Elle s'est déroulée entre le 20 juin et le 20 juillet 2011. Le rapport d'enquête publique, les conclusions motivées et l'avis favorable du commissaire enquêteur ont été reçus le 4 novembre 2011.

7.3 Approbation :

Après l'enquête publique, le plan est approuvé par arrêté préfectoral. Le plan retenu fait l'objet de mesures de publication dans deux journaux régionaux ou locaux et d'un affichage de l'arrêté préfectoral en mairie de Roura pendant un mois minimum.

Le plan approuvé est disponible à la mairie de Roura et en préfecture.

Après approbation, le PPR révisé devient servitude d'utilité publique et s'impose à tout document d'urbanisme existant, en application de l'article L 126-1 du code de l'urbanisme.